

RÉVISION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION L'Algérie et l'Union poursuivent leur concertation

L'Algérie et l'Union européenne poursuivent leur concertation sur la mise en œuvre de l'accord d'association mais aussi concernant la révision du calendrier de démantèlement tarifaire.

Chérif Bennaceur - délégation de l'Union européenne en Algérie, l'ambassadrice Laura Baeza, a évoqué la visite du commissaire européen, Stefan

Füle, dans notre pays, la semaine prochaine. En charge de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, le commissaire européen poursuivra les discussions sur la mise en œuvre de l'accord d'association en vigueur depuis 2005 et

visant la mise en place d'une zone de libre-échange en 2017.

A ce propos, M^{me} Baeza a rappelé que la convention de financement de la seconde phase du programme d'appui à la mise en œuvre de cet accord a été signée en avril dernier.

Autre rendez-vous pour les deux parties, une nouvelle réunion de négociations à Bruxelles qui auront lieu à une date non précisée. Il s'agira de discuter de la révision du calendrier du démantèlement tarifaire prévu par l'accord d'association. Fin 2010, l'Algérie a demandé le report du



Laura Baeza.

Photo : DR

démantèlement tarifaire et douanier, jusqu'à 2020 et soumis en ce sens une liste de produits, en vue de mieux préparer les entreprises algériennes à la concurrence.

C. B.

QUATRE PROGRAMMES LANCÉS POUR 965 MILLIONS DE DINARS

La coopération algéro-européenne se «déroule bien»

La coopération économique entre l'Algérie et l'Union européenne se «déroule bien», selon le chef de la délégation de l'Union européenne. L'ambassadrice Laura Baeza a ainsi indiqué que les projets mis en œuvre «avancent à un bon rythme». Dans ce cadre, quatre grands programmes ont été

approuvés en 2010 et début 2011 pour un montant de 965 millions de dinars.

En cours de démarrage, ces programmes portent sur l'appui à la politique sectorielle de l'enseignement supérieur, de l'eau et de l'assainissement, et de la santé.

C. B.

CRISE DANS LE MONDE ARABE

Les messages de l'Union européenne

A l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe, l'ambassadrice, chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, a évoqué la position de l'Union européenne par rapport aux crises dans le monde arabe.

Estimant que «cet anniversaire a une signification toute particulière au moment où plusieurs pays méditerranéens vivent d'importants changements historiques et, certains, dans la douleur comme c'est le cas de la Libye ou de la Syrie», M^{me} Laura Baeza a estimé que l'Union européenne «ne pouvait rester indifférente au sort de ses voisins».

Et de rappeler que l'UE a condamné l'usage de la violence contre les populations civiles, a appelé à la mise en place d'un processus de transition, intervenue sur le plan humanitaire et des secours notamment en Tunisie. Néanmoins, des mesures contraignantes ont été prises, rappelle-t-elle, dans le cas particulier des dirigeants libyens et syriens.

Et dans la mesure où, selon le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et qu'elle cite, «même si nous reconnaissons l'extrême complexité de la situation, ses défis et ses difficultés, aucune ambiguïté n'est envisageable de la part de l'Union européenne. Notre place est aux côtés de ceux qui revendiquent la liberté politique et le respect de la dignité humaine. Un régime qui tire sur sa population n'a pas de place dans le concert des nations».

Des propos porteurs de messages et sujets à moult interpréta-

tions. Et d'autant que l'Union européenne a, selon sa représentante, proposé à ses voisins du Sud méditerranéen, le «partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée».

Cette démarche porte sur le soutien à la mutation démocratique, le soutien à la société civile, aux PME, ainsi que la réorientation, pour la période 2011-2013, des programmes d'aides substantielles en faveur de ses voisins du Sud.

C. B.

AIDE À L'EMPLOI DES JEUNES

L'Ansej, la Cnac et l'Angem vulgarisent leurs actions

La stratégie de l'emploi mise en place par le gouvernement et pilotée par le département du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale semble s'appuyer sur trois importantes approches. Il s'agit de la mobilisation de la ressource humaine en charge de mener cette action, de la vulgarisation des dernières mesures et l'implication de l'autorité locale. Gagner la bataille de l'emploi est désormais tributaire de ce triptyque.

Abder Bettache - **Alger (Le Soir)** - Hier, lors d'une rencontre débat consacrée aux dispositifs en matière d'emploi des jeunes et de création d'emploi, quatre directeurs et pas des moindres, en l'occurrence ceux de l'Ansej, de la Cnac, de l'Anem et de l'Angem, ont longuement mis en exergue «l'importance des dernières mesures prises dans ce cadre», lors du Conseil des ministres tenu en février dernier. Cette sortie médiatique des premiers responsables des quatre structures en charge de l'emploi intervient au lendemain des changements opérés par le premier responsable du travail à la tête des quatre structures.

Les observateurs de la question socioéconomique n'ont pas hésité à qualifier la «mesure» de Tayeb Louh de «véritable course» contre la montre pour atteindre les résultats fixés en termes de création d'emploi avant la fin de l'année en cours. La nomination de l'ex-directeur général de l'Ansej par intérim à la tête de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) atteste de cet état de fait.

Connu pour ses compétences en la matière, M. Challal a été promu pour occuper le poste de directeur général de l'Anem, alors que son successeur à la tête l'Ansej avait jusqu'à occupé le poste de directeur général de la

Cacobatph. Hier lors de la rencontre d'El Moudjahid, les différents intervenants ont mis en exergue l'importance desdites mesures.

Il s'agit des avantages accordés aux candidats au micro-investissement dans le cadre de l'Ansej et de la Cnac notamment la réduction de l'apport personnel au titre du financement de l'investissement (ramené de 5% à 1% pour les investissements ne dépassant pas 5 millions de dinars, et de 10% à 2% pour les investissements allant jusqu'à 10 millions de dinars). Il a aussi été décidé l'élargissement du seuil maximal de bonification des taux d'intérêt sur le crédit bancaire, à savoir 80% au Nord et 95% au Sud et dans les Hauts-Plateaux, au BTPH et à l'industrie de transformation, l'extension des périodes de différé à une année sur le remboursement des intérêts et de 3 années sur le paiement principal du crédit bancaire, ainsi que l'octroi, si nécessaire, d'un crédit supplémentaire sans intérêt de 500 000 DA pour la loca-

tion du local destiné à l'activité ou pour l'acquisition d'un véhicule aménagé en atelier, lorsqu'il s'agit d'une activité professionnelle par les diplômés de la formation professionnelle.

L'instauration d'une période de trois années durant laquelle la micro-

entreprise évoluera graduellement vers une fiscalisation totale à l'issue de la période d'exonération et la réservation d'un quota de contrats publics locaux aux micro-entreprises sont parmi les mesures introduites.

A. B.

L'école El Macir rend visite au Soir d'Algérie

Les élèves du lycée privé El Macir ont rendu visite au *Soir d'Algérie* hier accompagnés de leurs professeurs.

Une vingtaine d'élèves de la première année secondaire, dans une visite guidée, ont pu découvrir tout le fonctionnement du journal. Ainsi, de la salle de rédaction, au service technique en passant par la correction, ils ont vu l'équipe du journal à l'œuvre. C'est la première fois qu'ils découvrent la face cachée d'un journal, étonnés de constater que la réalisation d'un quotidien passait par différentes étapes derrière lesquelles toute une équipe, telle une chaîne, y travaille. Certains étaient plus impressionnés par le côté rédactionnel, d'autres par l'aspect technique. Ils étaient loin de se douter que toutes les pages du journal se fabriquaient grâce à l'outil informatique. Les élèves étaient tout ouïe face aux explications de la guide. Ils ont quitté le journal, visiblement très contents de leur visite.

H. M.



Photo : Samir Sid

LARBAÂ : SON NOM N'A PAS FIGURÉ SUR LA LISTE

DES BÉNÉFICIAIRES DE LOGEMENTS

Un jeune homme se lacère le corps sur la terrasse du siège de la daïra

N'ayant pas trouvé son nom sur la liste des bénéficiaires des 250 logements sociaux à Larbaâ, dans la wilaya de Blida, un jeune homme de 22 ans s'est lacéré le corps, hier, vers midi, à l'aide d'une arme blanche.

En colère, le jeune homme est monté à la terrasse du siège de la daïra et, à la stupeur de tous, il a commencé à se donner des coups de couteau.

A la vue de ce sanglant spectacle, les autres non-bénéficiaires présents sur place se sont soulevés et brisé les vitres du siège de la daïra. Il a fallu l'intervention d'autres citoyens pour apaiser la colère du jeune homme et le faire descendre de la terrasse avant de le nettoyer de son sang. Il a été transporté à l'hôpital pour des soins.

A noter que la police anti-émeute est intervenue et a dispersé les manifestants, qui ont demandé l'ouverture d'une enquête et l'annulation pure et simple de cette liste, d'autant, disent-ils, que des personnes aisées ont bénéficié de logements.

M. B.